



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne Rhône-Alpes

**Arrêté préfectoral N° 2025 - 1861 du 1^{er} décembre 2025
portant mise en demeure de régulariser sa situation réglementaire,
la société des Chaux de Montmurat, exploitant une carrière sur la
commune de Montmurat**

Le préfet du Cantal,
Officier de l'ordre national du mérite,

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article R 516-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour l'environnement et notamment la rubrique 2510-1 – exploitation de carrières ;

Vu le décret n° 2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAÏ, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

VU le décret du président de la République du 23 octobre 2024 portant nomination de M. Philippe LOOS, préfet du Cantal ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-528 du 22 avril 2013 autorisant la société des Chaux de Montmurat à exploiter une carrière et ses activités sur la commune de Montmurat ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-1606 du 6 octobre 2025 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAÏ, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu l'acte de cautionnement établi par le Crédit Agricole Mutuel de Centre France en date du 15 février 2019 expirant le 14 février 2024 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 14 avril 2025 rappelant à l'exploitant ses obligations de renouvellement de l'acte de cautionnement de garanties financières ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure notifié à la société des Chaux de Montmurat par courrier en date du 02 juin 2025 ;

Considérant que la carrière de roche calcaire exploitée par la société « Les chaux de Montmurat », filiale du groupe Altitude sise à Montmurat, ne dispose plus depuis le 14 février

2024 d'un acte de cautionnement permettant le cas échéant de couvrir la remise en état du site après exploitation ;

Considérant le courrier de rappel de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 14 avril 2025 ;

Considérant que la société des chaux de Montmurat ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé concernant le renouvellement de ses garanties financières dans un délai de 6 mois avant l'échéance du précédent acte de cautionnement ;

Considérant qu'il convient de mettre en demeure la société des Chaux de Montmurat de renouveler ses garanties financières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

La SA Société des Chaux de Montmurat, dont le siège social est situé au lieu-dit Le Puech, 15600 Montmurat, est mise en demeure de produire une nouvelle attestation de garanties financières portant sur la carrière exploitée à la même adresse.

Le montant calculé doit respecter les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 susvisé.

Le document attestant de la constitution des garanties doit répondre aux exigences fixées dans l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2 – Délais de mise en œuvre

Les dispositions requises dans l'article précédent doivent être réalisées dans un délai ne pouvant dépasser deux mois après signature du présent arrêté.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, des sanctions administratives telles que l'astreinte administrative ou l'amende administrative.

Article 4 – Suspension d'activité

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant n'a pas obtempéré, l'activité sera immédiatement suspendue conformément à l'article 9 de la circulaire du 09 mai 2012 susvisée.

Article 5 – Délais et voies de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : tribunal administratif, 6 cours Sablon, 63 033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

Article 6 – Publication

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Montmurat et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Montmurat pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Cantal pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du département du Cantal, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et les inspecteurs de l'environnement de l'unité inter-départementale Cantal Allier Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Hervé DEMAI